

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 1807

[C - 99/29327]

17 MAI 1999. — Décret relatif au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (1)

Le conseil de la Communauté française a adopté, et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1991 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ».

Art. 2. L'article 5bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5bis. L'enseignement de promotion sociale est dispensé dans les établissements d'enseignement de promotion sociale.

L'enseignement de promotion sociale comporte cinq degrés d'enseignement : le degré secondaire inférieur, le degré secondaire supérieur, le degré supérieur de type court, le degré supérieur de type long et le degré supérieur technique du deuxième degré de régime 2.

Les cinq degrés d'enseignement peuvent être dispensés par un même établissement d'enseignement de promotion sociale. »

Art. 3. L'article 6bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6bis. Les fonctions exercées dans l'enseignement de promotion sociale sont distinctes des fonctions exercées dans l'enseignement de plein exercice. »

Art. 4. L'article 6ter du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6ter. Les fonctions que peuvent exercer les membres du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de promotion sociale sont, ci-après déterminées et classées en fonctions de recrutement, en fonctions de sélection et en fonctions de promotion :

1° Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale du degré inférieur, les fonctions de recrutement sont :

- a) professeur de cours généraux;
- b) professeur de cours spéciaux
- c) professeur de cours techniques;
- d) professeur de pratique professionnelle;
- e) professeur de cours techniques et de pratique professionnelle.

2° Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale du degré supérieur, les fonctions de recrutement sont :

- a) professeur de cours généraux;
- b) professeur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie;
- c) professeur de cours spéciaux;
- d) professeur de cours techniques;
- e) professeur de pratique professionnelle;
- f) professeur de cours techniques et de pratique professionnelle.

3° Dans l'enseignement supérieur de type court de promotion sociale, les fonctions de recrutement sont :

- a) professeur de cours généraux;
- b) professeur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie;
- c) professeur de cours spéciaux;
- d) professeur de cours techniques;
- e) professeur de pratique professionnelle;
- f) professeur de cours techniques et de pratique professionnelle;
- g) professeur de philosophie.

4° Dans l'enseignement supérieur de type long de promotion sociale, les fonctions de recrutement sont :

- a) chargé de cours;
- b) assistant;
- c) professeur;
- d) chef de travaux;
- e) chef de bureau d'études.

5° Dans l'enseignement supérieur technique du deuxième degré de promotion sociale et de régime 2, les fonctions de recrutement sont :

- a) professeur de cours généraux;
- b) professeur de cours techniques;
- c) professeur de pratique professionnelle.

6° Dans l'enseignement de promotion sociale :

- a) la fonction de promotion est : directeur;
- b) les fonctions de sélection sont :
 - chef d'atelier;
 - sous-directeur. »

Art. 5. L'article 7bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 7bis. Les fonctions que peuvent exercer les membres du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement de promotion sociale sont, ci-après déterminées et classées en fonctions de recrutement et en fonctions de sélection :

1° Fonction de recrutement : surveillant-éducateur.

2° Fonctions de sélection :

- a) éducateur-économiste;
- b) secrétaire de direction. »

Art. 6. L'article 10bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10bis. Les fonctions que peuvent exercer les membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française sont déterminées et classées comme suit :

1° Dans l'enseignement secondaire du degré inférieur :

- a) inspecteur de cours généraux;
- b) inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle.

2° Dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur :

- a) inspecteur de cours généraux;
- b) inspecteur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie;
- c) inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle. »

CHAPITRE II. — Modifications à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 7. L'intitulé de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ».

Art. 8. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent arrêté s'applique aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ».

Art. 9. Dans le chapitre *IIbis*, « des zones d'affectation et des commissions zonales d'affectation » du même arrêté, sont insérées :

- 1° une section première intitulée « De l'enseignement de plein exercice » et comprenant les articles *14bis* à *14quater*;
- 2° une section II intitulée « De l'enseignement de promotions sociale » et comprenant les articles *14quinquies* et *14sexies*, ainsi que l'article *14septies* nouveau inséré par le présent décret ».

Art. 10. L'article *14quinquies* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« Article *14quinquies*. Il est créé six zones d'affectation de l'enseignement de promotion sociale, définies comme suit :

- 1° la zone de Bruxelles, dont le ressort territorial correspond à la région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 2° la zone du Brabant wallon, dont le ressort territorial correspond à la Province du Brabant wallon;
- 3° la zone du Hainaut, dont le ressort territorial correspond à la Province de Hainaut;
- 4° la zone de Namur, dont le ressort territorial correspond à la Province de Namur;
- 5° la zone de Liège, dont le ressort territorial correspond à la Province de Liège, à l'exception de la région de langue allemande;
- 6° la zone de Luxembourg, dont le ressort territorial correspond à la Province de Luxembourg. »

Art. 11. L'article *14sexies* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« Article *14sexies*. § 1^{er}. Pour l'ensemble des six zones d'affectation visées à l'article *14quinquies*, il est créé une commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale.

Le commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale remet des avis au ministre dans les cas visés à l'article *14ter*, § 1^{er}, alinéa 2.

§ 2. La commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale est composée :

- 1° d'un président qui est le directeur général de la direction générale des personnels, des statuts, de l'organisation administrative et de l'enseignement spécial;
- 2° d'un vice-président qui est le fonctionnaire général ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions;
- 3° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants désignés par le ministre parmi les membres du personnel nommés dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française;
- 4° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants désignés par les organisations syndicales représentées au sein du comité de secteur IX. Chacune des organisations syndicales aura au moins un représentant.

Le ministre désigne les membres de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale pour une durée de quatre ans. En cas de décès ou de démission en cours de mandat, le ministre désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours.

§ 3. Les modalités de fonctionnement de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale sont fixées à l'article *14ter*, § 3. »

Art. 12. Dans le même arrêté, est ajouté un article *14septies*, libellé comme suit :

« Article *14septies*. § 1^{er}. Dans chaque zone d'affectation prévue à l'article *14quinquies*, il est créé une commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale.

La commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale remet des avis au Gouvernement dans les cas visés à l'article *14quater*, § 1^{er}, alinéa 2.

§ 2. La commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale est composée :

- 1° d'un président, désigné par le ministre;
- 2° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants désignés par le ministre parmi les membres du personnel affectés à titre définitif dans l'enseignement de promotion sociale au sein de la zone;
- 3° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants désignés par les organisations syndicales représentées au sein du comité de secteur IX. Chacune des organisations syndicales aura au moins un représentant.

A la majorité des deux tiers, la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale peut autoriser les membres suppléants à assister aux réunions avec voix consultative.

Le ministre désigne les membres de chaque commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale pour une durée de quatre ans. En cas de décès ou de démission en cours de mandat, le ministre désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours.

§ 3. Les modalités de fonctionnement de la commission zonale d'affectation de l'enseignement sociale sont fixées à l'article *14quater*, § 3. »

Art. 13. L'article 30, alinéa 3, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans l'enseignement de promotion sociale, le nombre de jours visés à l'alinéa 1^{er} comprend au moins 450 jours prestés, en fonction principale, dans le courant des trois dernières années scolaires qui précèdent l'année de l'appel, dans la fonction considérée et dans un ou plusieurs établissements de la Communauté française. »

Art. 14. Dans l'article 33, alinéa 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993, sont insérés les mots « , ou selon le cas, au président de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale » entre les mots « au président de la commission interzonale d'affectation » et les mots « dans le même délai ».

Art. 15. L'article 39, e) du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« e) dans l'enseignement de promotion sociale, par dérogation aux points b) et c), le nombre de jours acquis en qualité de temporaire dans une fonction est de :

1° 300 jours si les services accomplis représentent au moins cinquante pour-cent du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction;

2° 150 jours si les services accomplis représentent moins de cinquante pour-cent du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction. »

Art. 16. Dans l'article 48 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 2, alinéa 1^{er} modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« Le membre du personnel qui désire obtenir un changement d'affectation dans un autre établissement de la même zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du ministre dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission zonale d'affectation ou, selon le cas, au président de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dans le même délai. »;

2° le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« Le membre du personnel qui désire obtenir un changement d'affectation dans une autre zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par les circonstances exceptionnelles auprès du ministre dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation ou, selon le cas, au président de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dans le même délai. ».

Art. 17. Dans l'article 80 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« Le membre du personnel qui désire un changement d'affectation dans un autre établissement de la même zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du ministre dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission zonale d'affectation ou, selon le cas, au président de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dans le même délai. »;

2° le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« Le membre du personnel qui désire obtenir un changement d'affectation dans une autre zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par les circonstances exceptionnelles auprès du ministre dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation ou, selon le cas, au président de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dans le même délai. ».

Art. 18. L'article 83, alinéa 3, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, dans l'enseignement de promotion sociale, le membre du personnel peut exercer une fonction équivalente à au moins une demi-charge dans ce type d'enseignement. »

Art. 19. L'article 84, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité est remplacé par la disposition suivante :

« Dans l'enseignement de promotion sociale, ne sont admissibles que les services effectifs rendus en fonction principale dans ce type d'enseignement. »

Par dérogation à l'alinéa 2, sont également admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, en fonction principale, dans la ou les fonction(s) visée(s) à l'article 83, 1°, avant l'entrée en vigueur du présent décret. »

Art. 20. L'article 85, g), du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« g) dans l'enseignement de promotion sociale, par dérogation aux points a), b) et c), les services effectifs rendus à titre de temporaire ou à un autre titre que celui de temporaire, dans une fonction interviennent pour une ancienneté égale à :

1° 360 jours si les services accomplis représentent au moins cinquante pour-cent du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction;

2° 180 jours si les services accomplis représentent moins de cinquante pour-cent du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction pour autant que les services accomplis comportent au moins 40 périodes par année. »

Art. 21. L'article 97, alinéa 3, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par la disposition suivante : « Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, dans l'enseignement de promotion sociale, le membre du personnel directeur et enseignant peut exercer une fonction équivalente à au moins une demi-charge en fonction principale dans ce type d'enseignement. »

Art. 22. L'article 99, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« Dans l'enseignement de promotion sociale, ne sont admissibles que les services effectifs rendus en fonction principale dans ce type d'enseignement.

Par dérogation à l'alinéa 2, sont également admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, en fonction principale, dans la ou les fonction(s) visée(s) à l'article 97, 1°, avant le 1^{er} janvier 1999. »

Art. 23. L'article 100 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 100. Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de service et dans l'ancienneté de fonction visées à l'article 97, 3° et 4°, sont applicables les dispositions fixées à l'article 85, a), b), c), d), e), f) et g) du présent arrêté. »

Art. 24. Dans l'article 136 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « douze » est remplacé par le mot « quinze »;

2° l'alinéa 1^{er} est complété de la manière suivante :

« 13° le treizième comité examine les affaires concernant les membres du personnel directeur et enseignant et les membres du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale, titulaires d'une fonction de recrutement ou d'une fonction de sélection;

14° le quatorzième comité examine les affaires concernant les membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement de promotion sociale, titulaires d'une fonction de promotion »;

15° le quinzième comité examine les affaires concernant les membres du service d'inspection chargés de la surveillance des établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française. »

CHAPITRE III. — Modification à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements

Art. 25. L'intitulé de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 2 octobre 1991 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements. »

CHAPITRE IV. — Modification de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements

Art. 26. L'intitulé de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements. »

Art. 27. L'article 1^{er} du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 10 janvier 1993 et du 12 janvier 1998 précités, est remplacé par la disposition suivante :

« Avant d'être désignée comme temporaire prioritaire, comme membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de l'enseignement de l'Etat et de l'enseignement de promotion sociale, toute personne doit se soumettre à un examen médical organisé par le service de santé administratif, à la demande du ministre qui a cet enseignement dans ses attributions. »

CHAPITRE V. — Modification à l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection

Art. 28. L'article 1^{er bis} de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er bis}. Pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection de la catégorie des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotions sociale, reprises au tableau de l'annexe 1 du présent arrêté royal, les membres du personnel doivent être titulaires, dans l'enseignement de promotion sociale, de l'une des fonctions de recrutement indiquées en regard de la fonction de sélection à conférer. »

CHAPITRE VI. — Modifications à l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat

Art. 29. L'article 2, alinéa 4, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour le calcul du nombre de jours sont applicables les dispositions fixées à l'article 39, b), c), d) et e) de l'arrêté royal du 22 mars 1969. »

Art. 30. L'article 8bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8bis. § 1^{er}. A partir du 1^{er} mars 1998, les candidats à une désignation temporaire dans l'enseignement de plein exercice et dans l'enseignement de promotion sociale feront l'objet d'un classement spécifique.

A partir du 1^{er} septembre 1998, les jours prestés dans l'enseignement de promotion sociale ne seront pris en compte que pour le classement des candidats établi pour ce type d'enseignement conformément à l'alinéa 1^{er}.

A partir de cette même date, les jours prestés dans l'enseignement de plein exercice ne seront pris en compte que pour le classement des candidats établi pour ce type d'enseignement conformément à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Dans l'enseignement de plein exercice et dans l'enseignement de promotion sociale, les candidats à une désignation temporaire conservent le bénéfice de leur classement établi à la date du 1^{er} mars 1998. »

CHAPITRE VII. — *Modification à l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements de l'Etat*

Art. 31. L'article 1^{er}bis de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 précité, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}bis. Pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant de l'enseignement de promotion sociale reprises au tableau établi à l'annexe 2 du présent arrêté, les membres du personnel doivent être titulaires, dans l'enseignement de promotion sociale, de l'une des fonctions de recrutement ou de sélection indiquées en regard de la fonction et être porteurs du titre indiqué en regard de la fonction. »

CHAPITRE VIII. — *Des dispositions transitoires et dérogatoires*

Art. 32. § 1^{er}. Le Gouvernement de la Communauté française fixe la date et les conditions auxquelles peuvent être nommés les membres du personnel qui occupent un emploi de sélection ou de promotion pour autant que ces membres du personnel :

1° comptent, au 30 juin 1999, 1 200 jours d'ancienneté de service dans l'enseignement organisé par la Communauté française, dont au moins 500 jours dans l'enseignement de promotion sociale;

2° sont soit nommés dans une fonction de recrutement soit exercent une fonction de sélection ou de promotion de manière ininterrompue depuis le 1^{er} septembre 1994.

§ 2. Pour fixer les conditions de nomination visées à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement de la Communauté française peut, jusqu'au 30 juin 2000, déroger à titre exceptionnel :

1° à l'article 78 de l'arrêté royal du 22 mars 1969;

2° à l'article 80 de l'arrêté royal du 22 mars 1969;

3° à l'article 83 de l'arrêté royal du 22 mars 1969, 1°, 5° et 6°;

4° à l'article 86 de l'arrêté royal du 22 mars 1969;

5° à l'article 92 de l'arrêté royal du 22 mars 1969;

6° à l'article 97 de l'arrêté royal du 22 mars 1969, 5°, 6°, 7° et 8°;

7° à l'article 1^{er}bis de l'arrêté royal du 22 juillet 1969;

8° aux articles 1^{er}, 4 et 5 de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat.

Art. 33. Le Gouvernement de la Communauté française fixe la date et les conditions auxquelles peuvent être nommés les membres du personnel qui occupent une fonction à titre temporaire ou qui exercent une charge de mission au service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de même que le membre du personnel qui occupe la fonction d'administrateur pédagogique visée à l'article 120, alinéa 1^{er}, du décret du 16 avril 1991 pour autant que ces membres du personnel comptent une ancienneté de service dans l'enseignement de la Communauté française de quinze années au moins.

Pour fixer les conditions de nomination visées à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement de la Communauté française peut déroger, jusqu'au 30 juin 2000, à titre exceptionnel aux articles 106, 108 et 113 à 121 de l'arrêté royal du 22 mars 1969.

Art. 34. Par dérogation à l'article 18 de l'arrêté royal du 22 mars 1969, les membres du personnel qui, à la date du 30 juin 1999, ont fait l'objet d'une désignation à titre temporaire dans une même fonction pendant trois années scolaires successives et qui ne possèdent pas les titres requis pour cette fonction, sont réputés à cette date avoir les titres requis pour être désignés dans la fonction s'ils n'ont pas fait l'objet d'un rapport défavorable de la part du chef d'établissement.

CHAPITRE IX. — *Des dispositions abrogatoires et finales*

Art. 35. Les articles 1^{er} à 32 et 34 à 37 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 modifiant certaines dispositions relatives au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements sont abrogés.

Art. 36. L'annexe I de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection, insérée par l'arrêté du 12 janvier 1998 précité est remplacée par l'annexe I du présent décret.

Art. 37. L'annexe II de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat, insérée par l'arrêté du 12 janvier 1998 précité est remplacée par l'annexe II du présent décret.

Art. 38. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 mai 1999.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents du Conseil. — Projet de décret : n° 308-1. — Amendements de commission : n°s 308-2 et 308-3. — Rapport : n° 308-4.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 27 avril 1999.

Annexe I du décret relatif au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant
et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement de promotion sociale
de la Communauté française

Annexe I de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel du directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection

Fonctions de sélection	Fonctions de recrutement
Chef d'atelier	Professeur de cours techniques, de cours techniques et de pratique professionnelle au degré inférieur ou au degré supérieur
Sous-directeur	Professeur de cours généraux DI - Ds - Sup TC; Professeur CT - DI - DS - Sup Tc; Professeur CS - DI - DS - Sup TC; Professeur CTPP - DI - DS - Sup TC; Professeur de psychologie, pédagogie, méthodologie - DS - Sup TC
Educateur-économiste	Surveillant-éducateur
Secrétaire de direction	Surveillant-éducateur

Vu pour être annexé au décret du 17 mai 1999 relatif au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe II du décret relatif au statut administratif des membres du personnel directeur
et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement
de promotion sociale de la Communauté française

Annexe II de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat

Directeur	Professeur de cours généraux, de cours spéciaux ou de cours techniques	Agrégé de l'enseignement secon- daire supérieur ou titre du niveau supérieur du 3 ^{ème} degré
	Professeur de psychologie, pédagogie, méthodologie	Agrégé de l'enseignement secon- daire supérieur ou titre du niveau supérieur 3 ^{ème} degré
	Chef d'atelier	Agrégé de l'enseignement secon- daire supérieur ou titre du niveau supérieur du 3 ^{ème} degré
	Sous-directeur	Agrégé de l'enseignement secon- daire supérieur ou titre du niveau supérieur du 3 ^{ème} degré

Vu pour être annexé au décret du 17 mai 1999 relatif au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignements de promotion sociale de la Communauté française.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 1807

[C - 99/29327]

17 MEI 1999. — Decreet betreffende het administratief statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het onderwijzend hulppersoneel van de inrichtingen voor het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen

Artikel 1. Het opschrift van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1991 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door het volgende opschrift vervangen :

« Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen. ».

Art. 2. Artikel 5 *bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 5*bis*. Het onderwijs voor sociale promotie wordt verstrekt in de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie.

Het onderwijs voor sociale promotie wordt in vijf onderwijsgraden ingedeeld : de lagere secundaire graad, de hogere secundaire graad, de hogere graad van het korte type, de hogere graad van het lange type en de technische hogere graad van de tweede graad van stelsel 2.

De vijf onderwijsgraden kunnen worden verstrekt door één zelfde inrichting voor sociale promotie. ».

Art. 3. Artikel 6*bis*, ingevoegd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 6 *bis*.- De ambten die in het onderwijs voor sociale promotie worden uitgeoefend zijn verschillend van de ambten die worden uitgeoefend in het onderwijs met volledig leerplan. » .

Art. 4. Artikel 6ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 6 ter. De ambten die de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie mogen uitoefenen, worden hierna vastgesteld en gerangschikt in wervingsambten, selectieambten en bevorderingsambten :

1° In het secundair onderwijs voor sociale promotie van de lagere graad, zijn de wervingsambten :

- a) leraar algemene vakken;
- b) leraar bijzondere vakken;
- c) leraar technische vakken;
- d) praktijkleraar;
- e) leraar technische vakken en beroepspraktijk.

2° In het secundair onderwijs voor sociale promotie van de hogere graad, zijn de wervingsambten :

- a) leraar algemene vakken;
- b) leraar psychologie, opvoedkunde en methodiek;
- c) leraar bijzondere vakken;
- d) leraar technische vakken;
- e) praktijkleraar;
- f) leraar technische vakken en beroepspraktijk.

3° In het hoger onderwijs van het korte type voor sociale promotie, zijn de wervingsambten :

- a) leraar algemene vakken;
- b) leraar psychologie, opvoedkunde en methodiek;
- c) leraar bijzondere vakken;
- d) leraar technische vakken;
- e) praktijkleraar;
- f) leraar technische vakken en beroepspraktijk;
- g) leraar wijsbegeerte.

4° In het hoger onderwijs van het lange type voor sociale promotie, zijn de wervingsambten :

- a) docent;
- b) assistent;
- c) hoogleraar;
- d) werkleider;
- e) hoofd van een studie bureau.

5° In het technisch hoger onderwijs van de tweede graad voor sociale promotie en van het tweede stelsel, zijn de wervingsambten :

- a) leraar algemene vakken;
- b) leraar technische vakken;
- c) praktijkleraar.

6° In het onderwijs voor sociale promotie :

- a) is het bevorderingsambt :
 - directeur;
- b) zijn de selectieambten :
 - werkmeester,
 - onderdirecteur. » .

Art. 5. Artikel 7*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 7 *bis*. De ambten die de leden van het opvoedend hulppersoneel van de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie mogen uitoefenen, worden hierna vastgesteld en gerangschikt in wervingsambten en selectieambten :

1° Wervingsambt : studiemeester-opvoeder.

2° Selectieambt :

- a) opvoeder-huismeester;
- b) directiesecretaris. » .

Art. 6. Artikel 10*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 10 *bis*. De ambten die de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap mogen uitoefenen, worden vastgesteld en gerangschikt als volgt :

1° In het secundair onderwijs van de lagere graad :

- a) inspecteur algemene vakken;
- b) inspecteur technische vakken en beroepspraktijk.

2° In het secundair onderwijs van de hogere graad en in het hoger onderwijs :

- a) inspecteur algemene vakken;
- b) inspecteur psychologie, opvoedkunde en methodiek;
- c) inspecteur technische vakken en beroepspraktijk. » .

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Art. 7. Het opschrift van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door het volgend opschrift vervangen :

« Koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen. » .

Art. 8. Artikel 1, lid 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Dit besluit is van toepassing op de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen. » .

Art. 9. In hoofdstuk IIbis, "Aanstellingszones en zonale aanstellingscommissies", worden ingevoegd :

1° een eerste afdeling getiteld "Het onderwijs met volledig leerplan" en waarin de artikelen 14bis en 14quater vervat zijn;

2° een afdeling II getiteld "Het onderwijs voor sociale promotie" en waarin de artikelen 14quinquies en 14sexies vervat zijn, alsook het nieuw artikel 14septies ingevoegd bij dit besluit".

Art. 10. Artikel 14quinquies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 14quinquies. — Er worden zes aanstellingszones opgericht in het onderwijs voor sociale promotie, bepaald als volgt :

1° de zone Brussel, waarvan het ambtsgebied overeenstemt met het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

2° de zone Waals Brabant, waarvan het ambtsgebied overeenstemt met de Provincie Waals Brabant;

3° de zone Henegouwen, waarvan het ambtsgebied overeenstemt met de Provincie Henegouwen;

4° de zone Namen, waarvan het ambtsgebied overeenstemt met de Provincie Namen;

5° de zone Luik, waarvan het ambtsgebied overeenstemt met de Provincie Luik, met uitzondering van het Duits taalgebied;

6° de zone Luxemburg, waarvan het ambtsgebied overeenstemt met de Provincie Luxemburg. » .

Art. 11. Artikel 14sexies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 14sexies.

§ 1. Voor het geheel van de tien aanstellingszones bedoeld bij artikel 14bis, wordt een interzonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie opgericht.

De interzonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie brengt adviezen uit aan de Minister in de gevallen bedoeld in artikel 14ter, § 1, lid 2.

§ 2. De interzonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie wordt samengesteld uit :

1° een voorzitter, die de directeur-generaal is van de Algemene Directie personeel, statuten, administratieve organisatie en buitengewoon onderwijs;

2° een ondervoorzitter, die de ambtenaar-generaal is tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort;

3° vier werkende leden en vier plaatsvervangende leden aangewezen door de Minister onder de vastbenoemde personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap;

4° vier werkende leden en vier plaatsvervangende leden aangewezen door de vakorganisaties vertegenwoordigd binnen het comité van sector IX. Iedere vakorganisatie zal minstens één vertegenwoordiger hebben.

De Minister stelt de leden van de interzonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie aan voor een duur van vier jaar. In geval van overlappen of van ontslag tijdens het mandaat, stelt de Minister een nieuw lid aan, dat het lopend mandaat voleindigt.

§ 3. De nadere regels voor de werking van de interzonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie worden in artikel 14ter, § 3, bepaald. » .

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt een artikel 14septies toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14sexies

§ 1. In iedere aanstellingszone bedoeld bij artikel 14quinquies, wordt een zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie opgericht.

De zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie brengt adviezen uit aan de Minister in de gevallen bedoeld in artikel 14quater, § 1, lid 2.

§ 2. De zonale aanstellingscommissie wordt samengesteld uit :

1° een voorzitter, aangesteld door de Minister;

2° vier werkende leden en vier plaatsvervangende leden aangewezen door de Minister onder de personeelsleden die definitief aangesteld zijn voor het onderwijs voor sociale promotie binnen de zone;

3° vier werkende leden en vier plaatsvervangende leden aangewezen door de vakorganisaties vertegenwoordigd binnen het comité van sector IX. Iedere vakorganisatie zal minstens één vertegenwoordiger hebben.

Met een twee-derde-meerderheid kan de zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie plaatsvervangende leden machtigen de vergaderingen met raadgevende stem bij te wonen.

De Minister stelt de leden van elke zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie aan voor een duur van vier jaar. In geval van overlijden of ontslag tijdens het mandaat, stelt de Minister een nieuw lid aan, dat het lopende mandaat voleindigt.

§ 3. De nadere regels voor de werking van de zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie worden in artikel 14^{quater}, § 3, bepaald. » .

Art. 13. Artikel 30, lid 3, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door volgend lid vervangen :

« In het onderwijs voor sociale promotie, bedraagt het aantal dagen bedoeld in lid 1 minstens 450 gepresteerde dagen, als hoofdamt, tijdens de laatste drie schooljaren die voorafgaan aan het jaar van de oproep, in het in aanmerking genomen ambt en in één of meerdere inrichtingen van de Franse Gemeenschap. » .

Art. 14. In artikel 33, lid 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993, worden de woorden " of, naargelang het geval, aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie" ingevoegd tussen de woorden "aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie" en de woorden "binnen dezelfde termijn".

Art. 15. Artikel 39, e) van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« e) bestaat in het onderwijs voor sociale promotie, in afwijking van de punten b) en c), het aantal dagen gepresteerd als tijdelijk personeelslid in een ambt uit :

1° 300 dagen, indien de verrichte diensten minstens 50% vertegenwoordigen van het aantal lestijden die nodig zijn per jaar om tot een volledige opdracht in dit ambt te komen;

2° 150 dagen, indien de verrichte diensten minstens 50% vertegenwoordigen van het aantal lestijden die nodig zijn per jaar om tot een volledige opdracht in dit ambt te komen. » .

Art. 16. In artikel 48 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2, lid 1, gewijzigd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Het personeelslid dat een verandering van aanstelling wenst te bekomen in een andere inrichting van dezelfde zone, dient per aangetekende brief een aanvraag gemotiveerd door uitzonderlijke omstandigheden in bij de minister in de loop van de maand januari. Hij stuurt er afschrift ervan aan de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie of, naargelang het geval, aan de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn. » ;

2° paragraaf 3, lid 1, gewijzigd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Het personeelslid dat een verandering van aanstelling wenst te bekomen in een andere zone, dient per aangetekende brief een aanvraag gemotiveerd door uitzonderlijke omstandigheden in bij de minister in de loop van de maand januari. Hij stuurt er afschrift ervan aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie of, naargelang het geval, aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn. » .

Art. 17. In artikel 80 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2, lid 1, gewijzigd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Het personeelslid dat een verandering van aanstelling wenst te bekomen in een andere inrichting van dezelfde zone, dient per aangetekende brief een aanvraag gemotiveerd door uitzonderlijke omstandigheden in bij de minister in de loop van de maand januari. Hij stuurt er afschrift ervan aan de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie of, naargelang het geval, aan de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn. » ;

2° paragraaf 3, lid 1, gewijzigd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Het personeelslid dat een verandering van aanstelling wenst te bekomen in een andere zone, dient per aangetekende brief een aanvraag gemotiveerd door uitzonderlijke omstandigheden in bij de minister in de loop van de maand januari. Hij stuurt er afschrift ervan aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie of, naargelang het geval, aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn. » .

Art. 18. Artikel 83, lid 3, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door volgend lid vervangen :

« In afwijking van lid 1, 2°, in het onderwijs voor sociale promotie, mag het personeelslid een ambt uitoefenen dat gelijkwaardig is met minstens een halve opdracht in dit type onderwijs. » .

Art. 19. Artikel 84, lid 2, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« In het onderwijs voor sociale promotie, worden enkel in aanmerking genomen de werkelijke diensten gepresteerd als hoofdamt in dit type onderwijs. » .

« In afwijking van lid 2, worden ook in aanmerking genomen de werkelijke diensten gepresteerd door het personeelslid als hoofdamt in het (de) bij artikel 83, 1°, gepresteerde ambt(en), vóór de inwerkingtreding van dit decreet. »

Art. 20. Artikel 85, g), van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« g) tellen, in het onderwijs voor sociale promotie, in afwijking van de punten a), b) en c), de werkelijke diensten gepresteerd als tijdelijk personeelslid of anders dan tijdelijk personeelslid, in een ambt, voor een anciënniteit gelijk aan :

1° 360 dagen, indien de verrichte diensten minstens 50% vertegenwoordigen van het aantal lestijden die nodig zijn per jaar om tot een volledige opdracht in dit ambt te komen;

2° 180 dagen, indien de verrichte diensten minder dan 50% vertegenwoordigen van het aantal lestijden die nodig zijn per jaar om tot een volledige opdracht in dit ambt te komen voor zover de verrichte diensten minstens 40 lestijden per jaar bevatten. » .

Art. 21. Artikel 97, lid 3, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« In afwijking van lid 1, 2°, in het onderwijs voor sociale promotie, mag het lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel een ambt uitoefenen dat gelijkwaardig is met minstens een halve opdracht als hoofdamt in dit type onderwijs. » .

Art. 22. Artikel 99, lid 2, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« In het onderwijs voor sociale promotie, worden enkel in aanmerking genomen de werkelijke diensten gepresteerd als hoofdamt in dit type onderwijs.

In afwijking van lid 2, worden ook in aanmerking genomen de werkelijke diensten gepresteerd door het personeelslid als hoofdamt in het (de) bij artikel 97, 1°, gepresteerde ambt(en), vóór 1 januari 1999. » .

Art. 23. Artikel 100 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 100. — Voor de berekening van de duur van de in aanmerking genomen diensten voor de dienstanciënniteit en de ambtanciënniteit bedoeld bij artikel 97, 3° en 4°, worden de bepalingen bepaald bij artikel 85, a), b), c), d), e), f) en g) van dit besluit van toepassing. » .

Art. 24. In artikel 136 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, het woord "twaalf" wordt door het woord "vijftien" vervangen;

2° lid 1 wordt als volgt aangevuld :

« 13° de dertiende commissie onderzoekt de zaken betreffende de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en de leden van het opvoedend hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie, die titularis zijn van een wervingsambt of een selectieambt;

14° de veertiende commissie onderzoekt de zaken betreffende de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het onderwijs voor sociale promotie, die titularis zijn van een bevorderingsambt";

15° de vijftiende commissie onderzoekt de zaken betreffende de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap. » .

HOOFDSTUK III. — Wijziging aan het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen

Art. 25. Het opschrift van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 2 oktober 1991 en bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door het volgend opschrift vervangen :

« Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen. » .

HOOFDSTUK IV. — Wijziging aan het koninklijk besluit van 22 april 1969 tot vaststelling van de lichamelijke geschiktheid vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen

Art. 26. Het opschrift van het koninklijk besluit van 22 april 1969 tot vaststelling van de lichamelijke geschiktheid vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, gewijzigd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door het volgend opschrift vervangen :

« Koninklijk besluit van 22 april 1969 tot vaststelling van de lichamelijke geschiktheid vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen. » .

Art. 27. Artikel 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de voornoemde besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 januari 1993 en van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Vooraleer als prioritair tijdelijke aangewezen te worden, als lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van het onderwijs van de Staat en van het onderwijs voor sociale promotie, dient iedere persoon aan een medisch onderzoek onderworpen te worden ingericht door de administratieve gezondheidsdienst, op aanvraag van de minister tot wiens bevoegdheid dit onderwijs behoort. » .

HOOFDSTUK V. — Wijziging van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd

Art. 28. Artikel 1bis van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd, ingevoegd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 1 bis. Om in de in de tabel van bijlage 1 bij dit koninklijk besluit vermelde selectieambten van de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel en opvoedend hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie benoemd te kunnen worden, moeten de personeelsleden, in het onderwijs voor sociale promotie, titularis zijn van één van de wervingsambten vermeld tegenover het te begeven selectieambt. » .

HOOFDSTUK VI. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 22 juli 1969

tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs

Art. 29. Artikel 2, lid 4, van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, gewijzigd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door het volgend lid vervangen :

« Voor de berekening van het aantal dagen, worden de bepalingen vastgelegd bij artikel 39, b, c, d en e van het koninklijk besluit van 22 maart 1969. » .

Art. 30. Artikel 8bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 8bis

§ 1. Vanaf 1 maart 1998 zullen de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het onderwijs met volledig leerplan en in het onderwijs voor sociale promotie in een specifieke rangschikking worden opgenomen.

Vanaf 1 september 1998 zullen de in het onderwijs voor sociale promotie gepresteerde dagen alleen in aanmerking worden genomen voor de rangschikking van de kandidaten die opgemaakt is voor dit type onderwijs overeenkomstig lid 1.

Vanaf dezelfde datum zullen de in het onderwijs met volledig leerplan gepresteerde dagen alleen in aanmerking worden genomen voor de rangschikking van de kandidaten die opgemaakt is voor dit type onderwijs overeenkomstig lid 1.

§ 2. In het onderwijs met volledig leerplan en in het onderwijs voor sociale promotie, behouden de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling het voordeel van hun rangschikking opgemaakt op de datum van 1 maart 1998. » .

HOOFDSTUK VII. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen

Art. 31. Artikel 1bis van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen, ingevoegd bij het voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 1bis.- Om in de bevorderingsambten van de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel van het onderwijs voor sociale promotie, vermeld in de tabel opgemaakt in bijlage 2 bij dit besluit, benoemd te kunnen worden, moeten de personeelsleden, in het onderwijs voor sociale promotie, titularis zijn van één van de wervings- of selectieambten vermeld tegenover het te begeven ambt en moeten zij houder zijn van het bekwaamheidsbewijs dat naast hetzelfde ambt is vermeld. » .

HOOFDSTUK VIII. — Overgangs- en afwijkingsbepalingen

Art. 32. § 1. De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt de datum en de voorwaarden van de benoeming van de personeelsleden die een selectie- of bevorderingsbetrekking bekleden voor zover deze personeelsleden :

1° op 30 juni 1999, 1.200 dagen dienstanciënniteit tellen in het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, waaronder minstens 500 dagen in het onderwijs voor sociale promotie;

2° ofwel benoemd zijn in een wervingsambt ofwel een selectie- of bevorderingsambt uitoefenen sedert 1 september 1994.

§ 2. Om de bij lid 1 bedoelde voorwaarden voor de benoeming te bepalen, kan de Regering van de Franse Gemeenschap tot 30 juni 2000 uitzonderlijk afwijken van :

- 1° artikel 78 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969;
- 2° artikel 80 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969;
- 3° artikel 83 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969, 1°, 5° en 6°;
- 4° artikel 86 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969;
- 5° artikel 92 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969;
- 6° artikel 97 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969, 5°, 6°, 7° en 8°;
- 7° artikel 1bis van het koninklijk besluit van 22 juli 1969;

8° de artikelen 1, 4 en 5 van de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs.

Art. 33. De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt de datum en de voorwaarden van de benoeming van de personeelsleden die tijdelijk een ambt uitoefenen of die een opdracht hebben bij de inspectiedienst belast met het toezicht op de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap alsook het personeelslid dat het ambt bekleedt van pedagogisch bestuurder bedoeld bij artikel 120, lid 1, van het decreet van 16 april 1991 voor zover deze personeelsleden een dienstanciënniteit van minstens 15 jaar tellen in het onderwijs van de Franse Gemeenschap.

Om de bij lid 1 bedoelde voorwaarden voor de benoeming te bepalen, kan de Regering tot 30 juni 2000 uitzonderlijk afwijken van de artikelen 106, 108 en 113 tot 121 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969.

Art. 34. In afwijking van artikel 18 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969, worden de personeelsleden die, op 30 juni 1999, tijdelijk aangesteld werden in eenzelfde ambt gedurende drie opeenvolgende jaren en die niet over de vereiste bekwaamheidsbewijzen voor dit ambt beschikken, geacht op deze datum over de vereiste bekwaamheidsbewijzen te beschikken om aangewezen te worden in het ambt indien zij geen ongunstig verslag hebben gekregen van het hoofd van de inrichting.

HOOFDSTUK IX. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 35. De artikelen 1 tot 32 en 34 tot 37 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het administratief statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs van de Franse Gemeenschap, van de internaten die van die inrichtingen afhangen en van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, worden opgeheven.

Art. 36. Bijlage I van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd, ingevoegd bij het voornoemd besluit van 12 januari 1998, wordt door de bijlage I bij dit decreet vervangen.

Art. 37. Bijlage II van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de leden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen, ingevoegd bij het voornoemd besluit van 12 januari 1998, wordt door de bijlage II bij dit decreet vervangen.

Art. 38. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 mei 1999.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,

L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,

Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J-CI. VAN CAUWENBERGHE

Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet : nr. 308-1. — Commissieamendementen : nrs 308-2 en 308-3. Verslag : nr. 308-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 27 april 1999.

Bijlage 1

« Annexe I du décret relatif au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française

Annexe I de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel du directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection

Fonctions de sélection	Fonctions de recrutement
Chef d'atelier	Professeur de cours techniques, de cours techniques et de pratique professionnelle au degré inférieur ou au degré supérieur
Sous-directeur	Professeur de cours généraux DI - Ds - Sup TC; Professeur CT - DI - DS - Sup Tc; Professeur CS - DI - DS - Sup TC; Professeur CTPP - DI - DS - Sup TC; Professeur de psychologie, pédagogie, méthodologie - DS - Sup TC
Educateur-économiste	Surveillant-éducateur
Secrétaire de direction	Surveillant-éducateur

Vu pour être annexé au décret du 17 mai 1999 relatif au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE »

Bijlage 2

« Annexe II du décret relatif au statut administratif des membres du personnel directeur et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française

Annexe II de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat

Directeur	Professeur de cours généraux, de cours spéciaux ou de cours techniques	Agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ou titre du niveau supérieur du 3 ^{ème} degré
	Professeur de psychologie, pédagogie, méthodologie	Agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ou titre du niveau supérieur 3 ^{ème} degré
	Chef d'atelier	Agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ou titre du niveau supérieur du 3 ^{ème} degré
	Sous-directeur	Agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ou titre du niveau supérieur du 3 ^{ème} degré

Vu pour être annexé au décret du 17 mai 1999 relatif au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignements de promotion sociale de la Communauté française.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE »